

Référendum constitutionnel à Kindia : un vote globalement calme mais marqué par quelques irrégularités

22 septembre 2025 à 14h 12 - [ALPHA OUMAR BALDÉ](#)

Les électeurs de Kindia se sont rendus aux urnes ce dimanche 21 septembre 2025 dans le cadre du référendum sur la nouvelle Constitution. Selon les autorités locales, les opérations de vote se sont déroulées dans une atmosphère apaisée et sans incidents majeurs.

Après avoir accompli son devoir civique, le colonel Abdel Kader Mangué Camara, préfet de Kindia, a exprimé sa satisfaction quant au bon déroulement du scrutin. « *Ce 21 septembre 2025, le pari est gagné. Les élections, comme on le dit référendaires, se sont déroulées à Kindia dans les meilleures conditions. Et Dieu merci, j'ai accompli l'acte citoyen qui est de voter cette nouvelle Constitution* », a-t-il déclaré.

Le préfet a également salué la forte mobilisation des citoyens et l'ambiance pacifique qui a marqué les bureaux de vote. « *Je suis heureux, parce que dans la préfecture de Kindia, tout se passe à merveille pour le moment par la grâce de Dieu. Et nous souhaitons que ça se passe comme ça jusqu'à la fin. Ici, ce que nous remarquons, c'est une mobilisation de la population qui vote dans la paix et la quiétude sociale. Je sais qu'à Kindia, il y aura un vote apaisé et inclusif* », a-t-il ajouté.

Au total, 295 456 électeurs étaient inscrits dans la préfecture de Kindia. Si le climat est resté serein tout au long de la journée, la société civile a cependant relevé certaines insuffisances dans l'organisation du scrutin.

Idrissa Kaba, coordinateur préfectoral de la Coalition nationale des organisations de la société civile (CNOSC) à Kindia, a pointé des manquements. « *Les citoyens sont sortis massivement, mais nous avons relevé des manquements organisationnels. Certains centres étaient installés dans des centres de santé, voire des cliniques, ce qui n'est pas approprié. Plus préoccupant encore, certains membres de bureaux de vote peinent à s'exprimer correctement, ce qui remet en cause la fiabilité du processus* », a-t-il déclaré.

Ces observations mettent en lumière les défis récurrents liés à l'organisation des scrutins en Guinée, malgré une mobilisation citoyenne saluée par tous les acteurs. La société civile invite ainsi les autorités électorales à renforcer la formation des agents et à choisir des sites plus adaptés pour les bureaux de vote, afin de garantir

un processus plus crédible et inclusif.

Pour l'heure, aucun résultat n'a encore été communiqué dans la préfecture.

Dobo Zoumanigui